

16/03/2010



# Assemblée générale

## AG/PAL/1152

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

---

### Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

322<sup>e</sup> séance – après-midi

#### LE COMITÉ POUR L'EXERCICE DES DROITS INALIÉNABLES DU PEUPLE PALESTINIEN EXAMINE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE OCCUPÉ ET L'ÉVOLUTION DU PROCESSUS POLITIQUE

Présidé par M. Paul Badji, Représentant permanent du Sénégal auprès des Nations Unies, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a fait le point, cet après-midi, sur l'évolution de la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne.

Dans son intervention, la première Conseillère de la Mission permanente d'observation de la Palestine auprès de l'ONU, Mme Feda Abdelhady-Nasser, a notamment souligné que la poursuite des « activités illégales de peuplement » au Nord de Jérusalem, ainsi que les autres pratiques illégales et la « rhétorique incendiaire auxquelles se livre Israël étaient devenues inacceptables ».

« Les débats et réunions d'information du Conseil de sécurité condamnent, au nom du droit, et presque chaque mois, l'attitude de la puissance occupante et préconisent de trouver une nouvelle approche concernant Gaza », a-t-elle ajouté. « Tout le monde, au premier chef le Secrétaire général de l'ONU, reconnaît la nécessité de revitaliser d'urgence le processus de paix, sous peine de devoir abandonner la solution à deux États », a-t-elle ajouté. La communauté internationale doit répondre à une situation critique en envoyant le message qui convient à Israël, a dit Mme Abdelhady-Nasser.

« Lorsque l'Assemblée générale a récemment adopté sa deuxième résolution sur le rapport Goldstone, des pays qui s'étaient abstenus sur la première ont voté pour, et ceux qui avaient choisi de voter contre, se sont abstenus », a-t-elle signalé. Elle a estimé que cette évolution signifiait que les États Membres veulent que ceux qui violent le droit international répondent de leurs actes. Rappelant que la partie palestinienne s'était engagée à mener, au cours des cinq mois à venir, une enquête indépendante d'établissement des faits sur le conflit de Gaza, Mme Abdelhady-Nasser s'est demandée si Israël allait répondre à l'appel de l'Assemblée générale. Elle a également demandé aux États Membres d'appuyer la proposition du Gouvernement de la Suisse d'organiser d'urgence une conférence sur l'application des conventions de Genève dans le territoire palestinien occupé.

Répondant ensuite à une question du représentant de la Malaisie, Mme Abdelhady-Nasser a expliqué que la réconciliation entre le Hamas et le Fatah restait une priorité pour le peuple palestinien et la direction palestinienne, même si les « efforts menés jusqu'ici n'ont pas encore abouti ». « Un émissaire du Fatah s'est rendu à Gaza, ce qui est une première étape, certes modeste mais significative », a-t-elle relevé. Mme Abdelhady-Nasser a de plus évoqué le développement d'un mouvement populaire parti d'initiatives de la société civile, et qui se traduit par l'organisation de manifestations non violentes à travers tout le territoire palestinien occupé. « Il s'agit là d'un nouveau type de résistance, pacifique et civique, mais qu'Israël veut aussi écraser », a-t-elle déploré.

De son côté, le Directeur du Bureau de liaison à New York de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), M. Andrew Whitley, a voulu voir dans l'autorisation accordée par le Gouvernement israélien à M. Ban Ki-moon et à la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, Mme Catherine Ashton, d'entrer à Gaza, une occasion d'alléger « même temporairement » le blocus imposé à la zone.

« La venue de ces deux personnalités pourrait permettre l'entrée dans Gaza de matériaux de construction et de biens de consommation », a-t-il en effet annoncé. M. Whitley a, par ailleurs, souligné que la situation politique, économique et sociale continuait de se détériorer à Gaza. « L'un des principaux problèmes auquel se heurte l'Office, vient de l'essor d'une véritable économie de gangsters, qui prospère grâce à la contrebande, et sur laquelle nous n'avons aucune prise », a-t-il dit.

Il a déclaré que l'UNRWA « se sentait seule sur le terrain », où la lutte contre la pauvreté et les efforts pour l'amélioration de la situation humanitaire sont entravés chaque jour par les obstacles à la circulation imposés par le Gouvernement israélien. « Il est frustrant de constater que plus d'un an après l'opération « Plomb durci », les habitants de Gaza doivent encore faire face à 12 heures par jour de coupure d'électricité et à des pénuries de gaz de cuisson », a-t-il encore noté. Concernant la situation en matière de sécurité, il a mis en avant le fait que le Hamas imposait régulièrement des représailles aux groupes radicaux qui tirent des roquettes contre Israël.

Pour ce qui est de la situation dans Jérusalem-Est, M. Whitley a rappelé que l'Office assurait une présence importante dans « la capitale du futur État palestinien ». « L'accès du personnel local dans la Ville sainte est de plus en plus compliqué », a-t-il reconnu, en indiquant que ces difficultés avaient un effet direct et néfaste sur l'aide apportée aux 70 000 réfugiés palestiniens vivant dans la zone. « Notre mission est d'assurer le bien-être économique et social des réfugiés », a-t-il souligné, invitant le Comité à continuer de suivre de près l'évolution de la situation dans Jérusalem-Est.

En dehors des interventions ci-dessus mentionnées, les participants à la séance ont entendu une déclaration du Vice-Président du Comité portant sur la réunion internationale à l'appui de la paix israélo-palestinienne, tenue à Malte les 12 et 13 février 2010. L'Ambassadeur Pedro Nuñez Mosquera, de Cuba, a souligné que les débats tenus avaient insisté sur la nécessité que les organisations parlementaires, nationales et internationales, jouent un rôle plus actif dans la relance du processus de paix au Proche-Orient.

Le Président du Comité, M. Paul Badji, qui avait préalablement informé les délégations des activités qui se sont déroulées depuis la dernière séance tenue par cet organe, le 21 janvier, a abondé dans le sens de l'intervention de M. Nuñez Mosquera en assurant que l'accroissement du rôle des parlementaires serait l'un des axes stratégiques du Comité en 2010.

M. Badji a, par ailleurs, abordé le programme de travail du Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien et la réunion de la société civile à l'appui de la paix israélo-palestinienne, qui se tiendront à l'Office des Nations Unies à Vienne, du 24 au 26 mars prochains. Il a précisé que les thèmes à débattre seraient: « Mettre fin à l'occupation, créer l'État de Palestine », et l'action menée par la société civile contre le mur de séparation.

Enfin, les délégations ont décidé d'accréditer deux organisations non gouvernementales (ONG), Euro-Med Movement (Malte) et Grassroots International (États-Unis), auprès du Comité.

La prochaine réunion du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien sera annoncée dans le Journal des Nations Unies.

\* \* \* \* \*